

Jean-Michel Blanquer, quatre années au tableau noir

Le ministre de l'Éducation nationale s'apprête à battre le record de longévité de Christian Fouchet (1962-1967) rue de Grenelle. Impopulaire parmi les profs, il campe sur sa ligne libérale-républicaine.

Depuis quinze jours, il court les plateaux de télévision et les studios, répétant à l'envi que la rentrée scolaire sera « **la plus normale possible** », qu'il n'y a pas à s'inquiéter : le protocole sanitaire a été mûrement réfléchi durant l'été, près de 60 % des élèves du secondaire sont déjà vaccinés, une campagne va être lancée pour convaincre les derniers réticents de se faire « piquer ».

Jean-Michel Blanquer veut faire taire les esprits chagrins, la France est l'un des pays européens qui a le moins fermé ses établissements scolaires durant la crise : douze semaines, contre trente-huit en Allemagne ou en Italie, vingt-sept au Royaume-Uni ; seule la Suisse a fait mieux (six semaines).

Une réussite indéniable, saluée par l'Unesco, malgré les couacs : chiffres de contamination des élèves fantaisistes, sans rapport avec les données de Santé publique France, autotests boudés par les élèves, discours fluctuant sur les capteurs de CO2.

Étonnamment, lors de sa conférence de presse de rentrée, le ministre de l'Éducation nationale a survolé le sujet, s'attachant plutôt à dresser le bilan de son action rue de Grenelle depuis quatre ans. Pas un hasard, à sept mois de l'élection présidentielle.

Le 13 septembre, il battra le record de longévité au ministère de Christian Fouchet (1962-1967) : quatre ans, trois mois et vingt-six jours... Pas mal pour ce juriste de 56 ans, ancien directeur général de l'enseignement scolaire (le numéro 2 du ministère) sous Nicolas Sarkozy, inconnu du grand public jusqu'en 2017.

« **On ne peut pas vraiment comparer,**

juge l'historien Claude Lelièvre. **Fouchet a totalement transformé la structure de l'Éducation nationale, avec le soutien de De Gaulle, en créant une école unique, là où co-existaient l'école du peuple et l'école des privilégiés. Blanquer parle beaucoup, mais n'a pas beaucoup transformé. On cite souvent l'instruction obligatoire à 3 ans, mais dans la pratique, 95 % des petits Français de 3 à 6 ans allaient déjà en maternelle. Les seuls changements, c'est Parcoursup et le bac. »**

Désormais, fini le bachotage. Le bac, version Blanquer, c'est la prime à la constance du travail en classe, *via* l'introduction du contrôle continu (40 % de la note finale). Mais c'est aussi, dénoncent certains syndicats, le chant du cygne de ce monument national, avec le risque d'une pression accrue des parents sur les enseignants pour les inciter à doper les notes.

« Lire, écrire, compter... »

Qu'importe, Jean-Michel Blanquer, raide comme la justice, portant une barbe toute neuve qui lui donne l'air d'un vieux maître d'école, continue de tracer sa route, répétant son mantra : « **Lire, écrire, compter, respecter autrui.** » Tout ce que les professeurs enseignent chaque jour à leurs élèves, mais répugnent à entendre de leur tutelle. « Caporalisation », « infantilisation », « autoritarisme » : les critiques fusent depuis quatre ans.

Celui que son ami d'enfance François Baroin surnommait « *White care* », à l'époque où ils avaient tous deux créé une entreprise de DJ (eh, oui !), lave-t-il plus blanc que blanc ? Ses contempteurs le campent en « **libéral autoritaire** ». « **Il restera comme le ministre qui a commercialisé l'école** », tance Rodrigo Arenas, le président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

« **Clichés** » et « **caricatures** », balaie l'intéressé, que l'on a vu jouer à la marelle dans une cour de récré : « **Je suis un républicain social qui considère que l'école est un vecteur de l'égalité des chances.** » Et d'ajouter : « **Libéral n'est pas un mot atroce au pays de Tocqueville.** »

La « **maison commune** » qu'il dit défendre, avec sincérité, tremble sur ses fondations. La création du Conseil des sages de la laïcité et des référents Valeurs de la République n'a pas empêché l'assassinat de Samuel Paty, en octobre 2020. La loi contre le séparatisme, qui remet en cause l'instruction en famille, pourtant défendue par Jules Ferry lui-même, interroge.

En bon chef de l'entreprise Éducation nationale féru d'évaluation, Jean-Michel Blanquer dit vouloir être jugé sur ses résultats. Las : selon la dernière enquête internationale (Timss 2019), les performances des élèves français en maths et en français sont « **en retrait des moyennes de l'UE et de l'OCDE** (Organisation de coopération et de développement économiques) », relève son service des études statistiques. Seulement un élève sur cinq aurait atteint « **un niveau élevé** ».

Le dialogue social, d'aucuns diraient la cogestion, historique, avec les syndicats est au point mort. « **On découvre sans arrêt les annonces dans la presse** », s'agace Sophie Vénétitay, la secrétaire générale du Snes-FSU, le principal syndicat d'enseignants du secondaire.

Selon le dernier baromètre du syndicat Unsa, seuls 10 % des enseignants se disent en accord avec la ligne politique du ministre. Et le Grenelle de l'éducation, qui se traduit par une augmentation de salaire de 29 € à 57 € par mois pour 58 % des enseignants, n'y changera rien. Inquiétant pour Emmanuel Macron : 869 300 enseignants, ça pèse lourd sur le plan électoral.

Arnaud BÉLIER.



Jean-Michel Blanquer lors de la présentation de la rentrée scolaire, le 26 août, au ministère de l'Éducation nationale. Christophe Archambault, AFP

Ses contempteurs le campent en « libéral autoritaire ». Il se considère comme un « républicain social ».

Repères

Ses dates clés

1964. Naissance à Paris.

1989. Chercheur coopérant à l'Institut français d'études andines à Bogota (Colombie).

1993. Docteur en droit.

1998. Directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine.

2004. Recteur de l'académie de Guyane.

2007. Recteur de l'académie de Créteil.

2009. Directeur général de l'enseignement scolaire.

2013. Directeur de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec).

Depuis 2017. Ministre de l'Éducation nationale.

« *Le sens de l'école* »

Le prochain livre de Jean-Michel Blanquer, *École ouverte* (Gallimard), sortira le 9 septembre. Le ministre y défend son bilan durant la pandémie : « *Je fais et ferai tout pour que cette épidémie ait eu au moins ce mérite : nous obliger à retrouver le sens de l'école. Il y a encore dix-huit mois, avant que le virus ne barre le chemin des salles de classe aux enfants, l'effet de l'habitude avait comme dilué ce sens. La fermeture des écoles, à l'échelle de la France comme à celle du monde, a constitué un point de bascule historique. Dans cette situation incertaine s'est joué le choix entre une école vue comme notre institution fondamentale ou comme la variable d'ajustement de nos peurs.* »



IP3 PRESS/MAXPPP

Sa dernière saillie

Interrogé, dimanche, sur France 3, sur la proposition de la députée MoDem de la Nièvre, Perrine Goulet, de verser l'allocation de rentrée scolaire (ARS) sous la forme d'un bon d'achat, Jean-Michel Blanquer a jugé l'idée « **intéressante** », méritant « **d'être étudiée** ». Avant d'ajouter : « **On sait bien [...] que parfois il y a des achats d'écrans plats plus importants au mois de septembre qu'à d'autres moments.** » Le syndicat enseignant SE-Unsa fustige « **la suspicion envers les familles précaires** », alors que « **les achats liés à l'ARS sont dans leur immense majorité en lien avec l'objectif fixé** ».